



COMMUNE DE FLÉAC  
(16730)

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2022 - 145  
PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

**STATIONNEMENT & RESTRICTION DE LA CIRCULATION  
AVEC PANNEAUX B15-C18**

Voirie communale

Pose et remplacement de poteaux télécom

\*\*\*\*\*

**Le Maire de la Commune de FLÉAC**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 à L 2212-4, L2213-1 à L2213-6 ;
- Vu le Code de la Route, et notamment les articles R110-1, R411-1 et suivants R414-1 et suivants, R415-1 et suivants ;
- Vu le Code Pénal, et notamment l'article R 610-5 ;
- Vu La loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, Départements et Région ;
- Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel de 6 novembre 1992 modifié ;
- Vu la demande déposée le 21/11/2022 par Sté EQUANS INEO INFRACOM, 1039 route de la Touche, Z.A. la Touche 16560 ANAIS, représentée par Monsieur Fabien GERVAIS,
- Considérant que la plantation de poteaux télécom pour déploiement de la fibre optique, le stationnement des véhicules de chantier est nécessaire, il y a lieu aussi de restreindre la circulation à une voie, par la mise en place d'un alternat par panneau B15-C18, afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie et du chantier.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Autorisation.**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, à partir du **01/12/2022** et ceci pendant une période de **90** jours, à hauteur du :

- 28 rue de la Brande,
- 23 rue des Vallades,
- 6 impasse des Sablons,
- 16 rue haute de l'écluse,
- 11,17,19 et 21 rue de la Vergne,

afin de stationner, empiéter sur la chaussée et entreprendre la pose et le remplacement de poteaux télécom pour déploiement de la fibre optique, à charge à lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**ARTICLE 2 : Prescriptions techniques particulières. Circulation.**

La circulation sera réduite à une voie, par la mise en place d'un alternat par panneau B15-C18, selon la nécessité du chantier.

Le stationnement sera autorisé uniquement pour les véhicules d'intervention et la circulation des piétons sera interdite, au droit du chantier.

Le bénéficiaire devra faciliter l'accès aux piétons et les véhicules d'intervention devront être stationnés en toute sécurité.

**ARTICLE 3 : Sécurité et signalisation du chantier.**

La signalisation sera conforme aux dispositions de l'Instruction Ministérielle correspondant à cette interdiction. La pose, la fourniture et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins et sous la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux, notamment à l'occasion des opérations de manutention.

Il appartient au bénéficiaire d'afficher une copie du présent arrêté au niveau de l'installation et aux extrémités de la partie de la voie en travaux.

**ARTICLE 4 : Responsabilité.**

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de l'Administration que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.

L'inexécution de ces prescriptions entraînerait le retrait de l'autorisation indépendamment des mesures qui peuvent être prises pour la répression des contraventions de voirie et la suppression des installations.

**ARTICLE 5 : Remise en état des lieux.**

A la fin de son autorisation, le bénéficiaire sera tenu de remettre les lieux en état. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais d'EQUANS INEO INFRACOM.

**ARTICLE 6 : Publication et affichage.**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 7 : Délais et voies de recours.**

Conformément à la Législation en vigueur, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de 2 mois de sa publication.

**ARTICLE 8 : Transmission.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Madame Le Maire
- Monsieur Le commandant de la Gendarmerie de HIRSAC,
- Monsieur Le responsable des Services Techniques de la commune,
- L'agent de Police Municipale de la commune,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

A FLEAC, le 24/11/2022

Mme Le Maire,

Hélène GINGAST

Publié le : 25 NOV. 2022

Notifié le : 25 NOV. 2022

